

Elisabeth Laville / Blandine Barreau / Caroline Le Moign / Dominique Auverlot (sous la dir. de)

Pour une consommation durable

Paris : CAS (Centre d'analyse stratégique), 186 p.

La consommation durable est un objet relativement récent des politiques publiques. En France comme dans de nombreux pays, les politiques publiques ne se sont que marginalement approprié le sujet, d'après ce rapport du Centre d'analyse stratégique. Dans notre pays en effet, en dépit de la progression de la sensibilisation aux enjeux du développement durable, les "consomm'acteurs" ne représentent encore qu'une minorité, les jeunes générations étant plutôt sujettes à des comportements d'hyperconsommation. Les verrous budgétaires (prix plus élevés des produits durables), informationnels (prolifération des labels et logos), et comportementaux empêchent encore la généralisation des comportements « vertueux ». D'après les auteurs, seuls trois pays de l'OCDE ont mis en place une réelle véritable stratégie nationale en la matière : le Royaume-Uni, la Finlande et la Suède.

Ces expériences étrangères sont décrites dans la partie « état des lieux » du rapport.

La deuxième partie est consacrée aux 5 scénarios à l'horizon 2030, qui sont plus différentes « options » possibles, ou différents degrés d'engagement dans la consommation durable, sachant que les auteurs ont volontairement exclu l'option controversée de la décroissance.

Scénario tendanciel (S1) : « Business as usual »

La prise de conscience des problèmes environnementaux progresse, mais les inerties des comportements sont plus lourdes du fait des contraintes budgétaires. Tandis que les innovations technologiques « vertes » se développent à travers le monde, la France importe de plus en plus de produits « durables » (panneaux solaires, véhicules électriques, produits bio, etc.). La fiscalité environnementale y est mal acceptée, la consommation durable reste l'apanage d'un petit nombre et une fracture écologique se creuse. Les politiques publiques de développement durable ne sont pas assez ambitieuses et manquent de vision internationale.

Scénario noir (S2)

Ce scénario débute comme le tendanciel mais deux ruptures se produisent vers 2015-2020, une rupture environnementale (multiplication des catastrophes climatiques, tensions pour l'accès aux ressources naturelles) et une rupture sociale (inégalités socioéconomiques accrues).

Le gouvernement doit adopter des politiques d'urgence pour y faire face, comme la mise en place de quotas individuels de carbone.

Scénario (S3) : Le pari technologique

Les innovations jouent un rôle déterminant. L'intervention publique est décisive, par le soutien à l'innovation environnementale, mais aussi par l'orientation de l'offre (R & D, infrastructures) et de la demande (signal-prix). Ainsi, des techniques d'agriculture durable se développent (à l'image des serres « zéro émission » en Suède) pour produire et consommer des biens et services de moindre impact environnemental.

Scénario (S3') : Le pari technologique et social

Parallèlement aux investissements en R & D et dans les éco-technologies « vertes », comme dans le S3, les politiques publiques s'attaquent également aux inégalités sociales (mesures redistributives et incitations différenciées selon les niveaux de revenus).

Scénario (S4) : Les innovations organisationnelles à l'échelon local

Le basculement de la société vers de nouvelles valeurs est impulsé par les citoyens et regroupements de citoyens ainsi que par les collectivités territoriales (grâce notamment aux outils du Web 2.0 qui permettent les échanges de bonnes pratiques) ; l'État prend en considération ces changements organisationnels locaux pour les valoriser y compris au niveau national.

On assiste au renoncement progressif aux pratiques d'hyperconsommation en faveur de loisirs à partager, le télétravail se développe de même que le bénévolat ou l'autoconsommation.

Scénario (S4') : Impulsions croisées des alterconsommateurs et de l'État

Les politiques publiques parient sur cette frange de citoyens que sont les « consomm'acteurs » et sur une dynamique du changement par effet d'entraînement, grâce à des instruments incitatifs et des indicateurs convaincants pour le reste de la société (bonus-malus, normalisation, affichage environnemental, indicateur de l'empreinte écologique personnelle, etc.).

Une « ingénierie sociale » incite à consommer mieux en mobilisant les médias, le marketing et la publicité afin de communiquer sur les produits vertueux et les rendre désirables. Cette démarche est aussi utilisée pour promouvoir une autre alimentation, y compris au sein de la restauration collective publique.

Scénario (S5) : Une société soutenable

L'association des scénarios 3 et 4 conduit à un « idéal » de société durable. Ce scénario table en effet sur la complémentarité entre améliorations technologiques et changements comportementaux.

L'économie de la fonctionnalité se développe (autopartage, initiatives d'habitat collectif mettant en partage l'électroménager).

Le rapport présente les leviers de passage d'un scénario à l'autre.

Les recommandations sont détaillées dans une troisième partie. Elles concernent, entre autres, l'éducation à la consommation durable dès le plus jeune âge, la sensibilisation des individus aux moments-clés de leur vie, lorsqu'ils sont les plus réceptifs aux enjeux de la consommation durable (naissance du premier enfant), ou encore le fait de miser sur l'émulation collective, en se servant de l'économie comportementale et la psychosociologie.

Les initiatives pionnières de terrain doivent être encouragées et la commande publique peut avoir un effet d'entraînement. Les outils économiques (prix du carbone, bonus-malus, tarification appropriée) peuvent enclencher la transition vers une société durable. Enfin, la politique de consommation durable ne pouvant s'imaginer qu'à long terme, il est nécessaire de se doter d'outils d'évaluation et d'en charger une entité administrative.